

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Date des élections: 16 mai 1970

Caractéristiques du **Parlement**

Le Parlement dominicain, le Congrès national, est bicaméral. Il comprend:

— La Chambre des Députés composée de 74 membres élus pour 4 ans à raison d'un Député par 50 000 habitants ou par tranche de 25 000 ;

— Le Sénat qui comporte 27 membres élus, dont le mandat est également de 4 ans.

Aux termes de la Constitution, les élections ont eu lieu simultanément pour les 2 Chambres, dont les membres étaient arrivés, en mai 1970, à l'issue de leur mandat.

Systeme électoral

Sont électeurs les citoyens dominicains des 2 sexes, âgés de plus de 18 ans. Ceux qui ont perdu leurs droits de citoyenneté ou ont subi une condamnation pénale ne peuvent voter, de même que les membres de l'armée et de la police. Le vote est obligatoire mais aucune sanction n'est prévue en cas d'abstention.

Un registre électoral est en préparation et devrait pouvoir être utilisé pour les prochaines élections.

Sont éligibles à l'une ou l'autre Chambre, les électeurs âgés de 25 ans au moins, nés dans la circonscription où ils font acte de candidature ou qui y ont vécu au moins 5 ans. Les personnes naturalisées ne peuvent être élues que 5 ans après leur naturalisation. Les candidats ou candidates doivent en outre être présentés par un parti reconnu par le Comité électoral central. Enfin, le mandat parlementaire est incompatible avec toute autre fonction publique.

Les candidats aux élections sont choisis par une convention du parti qu'ils représentent. Les partis soumettent ensuite ces noms au Comité électoral compétent. Les candidats indépendants ne peuvent se présenter que s'ils sont soutenus par un groupe politique ayant une organisation et un programme comparables à ceux d'un parti politique.

Chacune des 27 provinces élit un Sénateur au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Les Députés sont élus dans chacune des 27 provinces et le District national, au scrutin de liste bloquée avec répartition proportionnelle des sièges selon la méthode d'Hondt.

Chaque Sénateur ou Député est élu avec un suppléant appelé à le remplacer en cas de décès, démission ou perte de mandat en cours de législature.

Considérations politiques générales et déroulement de la consultation

La campagne électorale précédant les élections présidentielles et législatives du 16 mai 1970 a commencé au cours du printemps.

En dehors du parti gouvernemental, le Parti réformiste (PR) de M. Joaquin Balaguer, Président de la République sortant, et son allié, le Mouvement national pour la jeunesse (MNJ), 4 formations présentaient des candidats. Trois partis de gauche non communistes, l'Union civique nationale (UCN), l'Alliance sociale démocratique (ASC) et surtout le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), de l'ancien président Juan Bosch, le plus important et le mieux structuré de toute l'opposition, avaient refusé de participer aux élections. Quant au Parti communiste (PC), de tendance castriste, il est interdit et n'a donc pu présenter de candidats.

Les 4 partis d'opposition qui prirent part à la campagne électorale sont le Parti révolutionnaire social-chrétien (PRSC) de M. Alfonso Moreno Martinez, le Mouvement d'intégration démocratique (MIDA) de M. Francisco Lora, le Parti démocratique quisqueyan (PQD) du général Wessin y Wessin, et le Mouvement de conciliation nationale (MCN) dont les dirigeants sont l'ex-président Hector Garcia Godoy et le D^r Jaime Manuel Fernandes.

A la suite de la menace formulée par tous les partis de l'opposition non communiste de boycotter la consultation électorale si le Président sortant continuait à exercer ses fonctions pendant la campagne, M. Joaquin Balaguer remit sa charge, le 16 avril 1970, au président de la Cour suprême, pour toute la durée de celle-ci.

Le parti gouvernemental fit état de son intention de présenter un projet de révision constitutionnelle en vue de porter la durée du mandat présidentiel de 4 à 6 ans, mit en avant la distribution de terres appartenant à l'Etat réalisée par le gouvernement sortant et surtout la stabilité politique.

La consultation se déroula dans une atmosphère relativement calme, mais les derniers jours de la campagne furent marqués par des violences qui firent de nombreux morts. Le retour à Saint-Domingue, le 16 avril, de l'ancien Président de la République, M. Juan Bosch, après un exil qui avait duré plus de 3 ans, donna le signal du début d'une agitation qui devait croître tout au long de la campagne.

Le succès du Parti réformiste sur ses concurrents le jour des élections lui a assuré une très large majorité au Congrès.

A l'issue du scrutin, les candidats de l'opposition, notamment le général Wessin y Wessin et M. Francisco Lora formulèrent des réserves quant au déroulement de la consultation. Mais les attaques les plus sérieuses vinrent de M. Juan Bosch qui, tout en refusant de se présenter lui-même, avait entrepris dans le pays une vaste « campagne d'explication » des réalités économiques et sociales.

Données statistiques*1. Résultats du scrutin et répartition des sièges au Congrès*

Nombre d'électeurs inscrits	1 500 000 environ
Suffrages valablement exprimés	1 238 205

Formation politique	Suffrages obtenus	%	Nombre de sièges à la Chambre des Députés	Nombre de sièges au Sénat
Parti réformiste (PR).	653 565	52,8	45	21
Mouvement national pour la jeunesse (MNJ).	53 571	4,3	15	5
Mouvement d'intégration démocratique (MIDA).	252 760	20,4	11	1
Parti démocratique quisqueyan (PDQ).	168 751	13,7	3	
Parti révolutionnaire social-chrétien (PRSC).	63 697	5,2		
Mouvement de conciliation nationale (MCN).	45 861	3,6	-	-
			74	27

2. Répartition des parlementaires par sexes

	Chambre des Députés	Sénat
Hommes.	71	23
Femmes.	3	4
	74	27